



>
> [Les blogs du « Diplo »](#) > [La pompe à phynance](#)
i_

L'union ? Quelle union ?

par Frédéric Lordon, 30 juin 2025



Kolmården, Suède, 2022
cc Robert Nordahl

C'est un fétiche et c'est une jérémiade : « l'union ». Pour quoi faire ? On ne sait pas. L'essentiel est d'être « unis ». Tous ensemble vers le talus — on finira sur le toit mais on sera restés soudés. Le gros bon sens qui tache proteste cependant : « unis, on est plus fort que

divisés ; divisés on n'arrivera à rien ». Mais tellement. En matière syndicale, les prodiges de « l'union » sont encore très frais dans nos esprits, et offerts à (ne pas) être médités : c'était en 2023, à l'occasion des retraites. Pas d'erreur, on a été bien unis. Avec la CFDT. La preuve, on n'est pas « arrivés à rien » : puisqu'on a mis des millions de personnes dans la rue pendant deux mois. Pour, à la fin, perdre l'imperdable. Par alignement de « l'union » sur la mollesse politique, l'incompréhension des situations historiques et la nullité stratégique. Tous ensemble — dans la défaite. Attention, pas n'importe laquelle : une défaite triomphale, unanimement célébrée. Par la bourgeoisie – et sa presse, admirative : voilà de la bonne union, celle qui ne nous fera jamais aucun mal.

Ce qui a si bien échoué en matière syndicale, n'est-il pas très urgent de le reproduire en matière politique ? La même presse est de cet avis, plus encore que du précédent. Là non plus, on n'économisera pas le gros qui tache. Déjà abondamment présent dans les organisations vouées à la renégation. Et bien décidées à faire plier à coup de bon sens le récalcitrant : la France insoumise (FI). Manque de chance, c'est à la fois celui qui pèse le plus et le moins naïf.

« L'union » selon les scrutins

Si vraiment on voulait accorder quelque crédit à « l'union », on pourrait au moins se donner la peine d'en faire une analyse tactique minimale. Qui commencerait par différencier les scrutins. Par exemple : scrutin présidentiel ? Heureusement, la FI n'a jamais été assez bête pour s'engager dans les couillonnades de la primaire populaire/citoyenne/de la gauche/de toute la gauche/voire du centre/et même au-delà si affinités, ou dans n'importe quelle autre sorte de candidature commune — « totalement ouverte », pourvu qu'elle n'échoie pas à la FI. Il y a bien des raisons de ne plus vouloir des penchants autocratiques de la V^e mais pour le moment c'est elle que nous avons sur les bras. Par conséquent le jeu (électoral...) s'analyse dans les contraintes qu'elle détermine : notamment d'ultra-personnalisation du scrutin. Or, indépendamment de toute question de ligne, dans cet exercice-là, personne n'a l'abattage du Vieux — Faure, Autain, Tondelier ou le mirliton des tours et des bourgs : des personnalités « en vue » si l'on veut, mais surtout pour leur platitude intellectuelle, leur consistance d'ectoplasme et leur charisme de pelle à tarte.

Scrutin législatif ? Une tout autre musique, assurément. Pour le coup, cette élection-là force bien davantage aux alliances. Encore faut-il distinguer : une législative dans la foulée d'une présidentielle gagnée offre un *momentum* qui permet de faire l'union sous hégémonie — une manière dont il n'y a pas lieu de se cacher quand on considère les planches pourries avec lesquelles il faut marcher. Exemple (hors victoire) : la Nupes — qui, au passage, a largement confirmé l'état des planches. Peut-être même donné l'envie rétrospective, et prospective, d'en faire de la sciure.

Dernière configuration : une législative « surprise ». C'est le plus mauvais cas. Ni l'avantage comparatif de la personnalisation, ni le *momentum* d'une présidentielle bien négociée : reste le bouzin façon Nouveau Front Populaire, tout juste redressé par l'état du rapport de force au moment de la dissolution — en l'occurrence après des européennes qui jusqu'ici n'ont jamais été bien fameuses pour la FI. La seule chose certaine étant que tirer des conclusions « présidentielles » depuis ce scrutin législatif parfaitement aytpique est de la dernière idiotie.

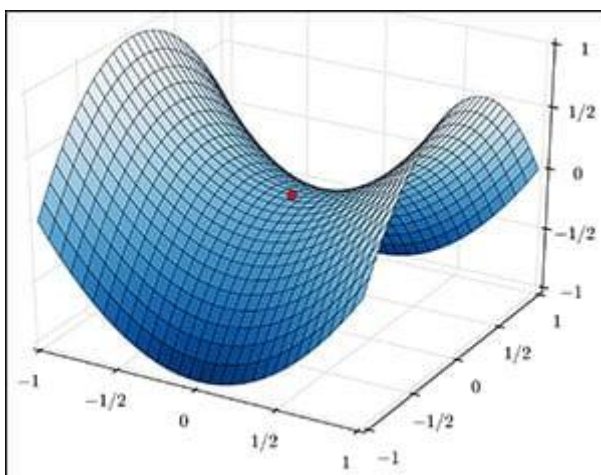
Social-démocratie : fermeture pour liquidation



Lire aussi Grzegorz Rzepski, « [À quoi rêvent les socialistes ?](#) », *Le Monde diplomatique*, juillet 2025.

Il y a les questions de charisme, il y a les questions de ligne — tout de même. À cet égard, dire que le PS « trahit » est un énoncé qui n'a plus aucun sens. Il lui faudrait être de gauche pour que ses positions aient la teneur d'une trahison. Logiquement, on ne trahit pas la gauche quand on est de droite. Le PS ne trahit rien : il est lui-même. Il y a juste à en finir avec cet effet de persistance rétinienne qui s'obstine à le voir à gauche.

Pourtant, dira-t-on, le PS n'est-il pas social-démocrate ? C'est ce qu'il prétend. Et la social-démocratie, n'est-ce pas « de la gauche » ? Si l'on veut, mais pour qu'on la qualifie de quelque manière, il faudrait surtout qu'elle existe encore. Or justement, c'est bien là le problème. La radicalisation de la bourgeoisie a annulé l'espace social-démocrate du « compromis » à partir du moment où la mutation des structures du capitalisme (alias la « mondialisation néolibérale ») a donné au capital les latitudes stratégiques de refuser tout compromis. Quand les marges du compromis s'évanouissent, que reste-t-il aux partis du compromis ? Sinon s'accommoder de la disparition des compromis — et devenir de droite. De droite passive, de droite par défaut, de droite par ligne de plus grande pente — pour commencer : car on ne sait jamais jusqu'où peut emmener la plus grande pente.



Au reste, on sait quand même déjà un peu, à voir jusqu'où elle en a emmené certains — déchéance de nationalité, état d'urgence de convenance, refus d'obtempérer, délit d'apologie du terrorisme, etc. En fait la pente, irrésistible, est l'objection définitive à l'hypothèse stratégique de la fausse gauche, selon laquelle, entre « les-extrêmes » abandonnés à leurs radicalités symétriques (quand elles ne sont pas identiques – puisqu'il est connu qu'elles « se rejoignent »), se rouvrirait grand l'espace des raisonnables, des compromis et du courage de la nuance. Malheureusement cet espace a la forme d'une nappe à point-selle, et redistribue d'un côté ou de l'autre tout ce qui passe, sans rien pouvoir tenir en son équilibre instable. Et, par défaut, du côté de la droite extrême.

Car il n'y a pas — il n'y a plus — de centre, d'espace central ou de bloc central. Il n'y a qu'un effondrement en vrac de toutes les forces hégémoniques sur le pôle d'extrême droite, comme le prouve une fois de plus Bayrou, jusqu'ici figure tutélaire du centre aimable, dont le gouvernement, entre Betharram-vs-Averroès et Retailleau-Darmanin, aura fait faire ses progrès les plus remarquables au racisme systémique d'État et à la fascisation générale. Tragique effet gravitationnel de « la pente » : sauf armement idéologique contraire, seul capable de faire rejoindre l'autre côté, tout y glisse pour finir au pire. De là que plus personne ne soit en état de faire la moindre distinction entre le RN et LR, mais pas davantage entre ces deux-là et le macronisme réel.

« L'union », piège à cons

En tout cas, n'ayant aucune pensée du capitalisme, le PS ne risquait pas d'avoir quelque pensée de la crise organique du capitalisme. Ni, parti bourgeois par excellence, de mesurer la radicalisation de la bourgeoisie — c'est-à-dire l'inclinaison de la pente. Déterminée à absolument tout s'il s'agit de sauver son ordre, la bourgeoisie montre, comme toujours à la faveur de la crise, son vrai visage. Et ceci dans une conjoncture qui porte à son comble l'impasse stratégique du PS, en réalité établie de longue date, telle qu'elle a permis d'identifier dans ses prétentions à gouverner une tromperie essentielle, confirmée, répétitive et, malheureusement pour lui, très susceptible d'apprentissage par le corps électoral — qui a déjà « traité » Jospin, Hollande ([1](#)), Hamon et Hidalgo. De sorte que, sous le seul critère de l'efficacité qui donne aux unionistes leur unique argument, l'échec est assuré.



Lire aussi Alain Deneault, « [Le vrai visage de l'extrême centre](#) », *Le Monde diplomatique*, novembre 2024.

À ce stade, normalement, on devrait commencer à mesurer l'inanité essentielle de poursuivre une « union des forces de gauche » avec des forces de droite. C'est qu'à un moment il faut tout de même bien se décider à nommer ce vice grotesque qui fait de « l'union » un si fameux piège à cons, un manège pour la Fête à Neuneu. Pour sûr l'attraction préférée de la presse bourgeoise qui, assistance sondagière à l'appui, travaille sans relâche à fourrer son « union de la gauche » avec de la farce de droite. Entreprise dont bien sûr elle ne consentira jamais l'aveu. En réalité, les adhésions de cette presse à l'ordre bourgeois sont devenues telles qu'elle n'a rien ni à cacher ni à avouer : que la gauche soit de droite, c'est son naturel. Aussi reste-telle à béer, interdite, quand on vient lui dire le contraire. Ça n'est pas une affaire de logique ou de contradiction formelle dans son esprit : c'est juste une case de vide. N'a-t-elle pas longtemps soutenu l'existence du dahu et poursuivi l'« aile gauche du macronisme » ? À ce compte-là, évidemment, Valls, Cazeneuve, Delga, Lombard, Moscovici, Cambadélis, Hollande, Vallaud, etc., tout ça, c'est-la-gauche. Marine Tondelier, ses tulipes offertes aux CRS et ses chorés au pied de la tour Total, c'est-la-gauche. Fabien Roussel, ses passions charcutières et son « racisme anti-blanc », c'est-la-gauche (2). Où en est-on d'une pensée de ce qu'est la gauche quand on en arrive à titrer, comme *Libération*, qu'« À eux deux, Raphaël Glucksmann et François Ruffin représentent un candidat complet à gauche » ? On imagine d'ici la physionomie du personnage reconstitué, entre tableau de boucherie et monstre de Frankenstein : tout en coutures, la démarche un peu raide aussi.

Une autre union

Voilà ce qu'on trouve au fond du vortex « L'union », ce gouffre à énergie et à palabres ineptes, lieu imbécile à désertir sans le moindre regret. Ou plutôt à déplacer, à réinvestir ailleurs. Car s'il y a une union à envisager, mais d'un tout autre type, c'est là où personne ne regarde : dans la constitution d'un arc de force anti-fasciste. Notamment autour de ses composantes principales, désignées par leurs capacités de mobilisation, les plus puissantes dans la période : la FI et la CGT.

Pour le coup cette union-là, qui ne va pas de soi, mérite du travail. D'abord d'imagination car, n'étant pas occupée de programmes, de circonscriptions et de désistements, il faut lui concevoir des finalités originales. Pour l'essentiel des contenus de coordination dans les discours, les mots d'ordre, et plus encore la mobilisation — entendre : dans la *création* des occasions de mobilisation. Et qu'on en finisse avec un rassemblement FI à République contre l'extrême-droite un dimanche, un rassemblement CGT à République contre le RN le dimanche d'après, une manifestation « Palestine » FI un samedi, une manifestation « Palestine » CGT une semaine plus tard.

Du travail d'« organisation », ou plutôt d'organisations, ensuite — surtout. Car tout semble s'opposer a priori à ce rapprochement — qui n'a rien d'organique, précisément. On ne peut pas dire que la FI ait fait beaucoup d'effort pour déguiser ses propensions à instrumentaliser les syndicats et leur force de mobilisation. Que ses relations avec la CGT notamment se soient rapidement mises de travers, c'est de notoriété. Cependant on reprochera difficilement à un parti engagé à ce point dans la conquête du pouvoir institutionnel de faire ventre de tout au service de ses finalités électorales : c'est dans son concept. De même qu'on ne reprochera pas symétriquement à la CGT, direction comme militants, de renâcler à se trouver objectivement enrôlés dans des entreprises qui ne sont pas les leurs : c'est leur droit légitime. Sans doute, pour briser le tête-à-tête FI/CGT, y aura-t-il — de toute façon, il faut qu'il y ait — d'autres forces politiques dans l'arc. On ne s'exagérera pas non plus leur pouvoir de « dilution » : la FI est un trop gros morceau.

En réalité le principal obstacle n'est pas, ou moins, là où l'on croit : non pas du côté des propensions à l'enrôlement d'une organisation politique qui, par nature, fonctionne à l'enrôlement, mais du côté d'une organisation syndicale qui trouve judicieux de « ne pas faire de politique » — en pleine période de fascisation. Lieu d'accablement : à la direction de la CGT, on ne semble toujours pas comprendre le sens du mot — « politique ». Plus exactement, on comprend comme les journalistes. « Politique », c'est : les élections, les partis, les députés, les motions de synthèse, le débat du deuxième tour, les isoloirs, les ministères, la buvette à l'Assemblée. En revanche les questions sociales : c'est-pas-politique. Puisque : c'est les-questions-sociales. Les syndicats non plus : c'est-pas-politique – autrement : ce-seraient-des-partis (voyons).

Il n'y a normalement qu'un groupe social qui ait intérêt à reconduire cette effarante restriction de la politique : le capital bien sûr, dont l'effort constant a toujours été de nier mordicus que ce qui se passe dans une entreprise, et plus généralement dans « l'économie », ait le moindre caractère politique. Il aura fallu toutes les mésinterprétations, les dérives et les obsolescences de la Charte d'Amiens, mais plus encore le triomphe de l'idéologie des « partenaires sociaux », pour conduire les syndicats à épouser ce déni de la politique. Le fait est là en tout cas : même à la CGT, on ne fera pas faire « de la politique » à une direction syndicale — au grand dam de bon nombre de militants, par exemple les dockers de Marseille qui ne veulent pas charger des armes pour Israël, leurs [homologues de l'aéroport Charles de Gaulle](#) pour le même motif, ou les syndicats d'enseignants d'Île de France qui appelaient à [la grève le 17 juin](#) contre le génocide à Gaza : à l'évidence tous tiennent très bien les luttes revendicatives sans lâcher les perspectives politiques, et pensent « politique » en même temps qu'ils pensent « syndicalisme ».

Le malheur est que nous vivons une période exceptionnelle où il n'est pas optionnel d'y penser. On dira que la direction de la CGT l'a compris puisque, prenant son courage à deux mains, elle a franchi le Rubicon et appelé à voter pour le NFP en juillet 2024. Le pire étant

que, rapporté à ses standards, oui, la CGT a fait dans « l'exceptionnel ». Il faudra lui dire que le compte n'y est pas tout à fait, quitte à devoir lui rappeler sa propre histoire, celle de février 1934, une époque où elle comprenait mieux ce que « politique » veut dire, sans doute aidée par son inféodation au PC... , mais aussi parce que la perspective révolutionnaire n'avait pas disparu de ses idées. Alors, face à la menace fasciste, elle n'avait pas hésité à mêler ses forces à celle des *partis* de gauche pour une riposte unitaire. Cela même qu'il va falloir la convaincre de refaire aujourd'hui. Oui : avec des *partis* de gauche. En l'occurrence, le principal : la FI.

Ce qui terrifie un peu dans la dépolitisation du syndicalisme, CGT comprise, c'est l'absence de conscience du péril — jugé hors de son champ puisque c'est supposément une affaire « électorale » —, et pire encore, mais ça n'en est jamais qu'une conséquence, l'absence de conscience de la responsabilité *politique* qui lui échoit. Alors sans doute, en un deuxième passage de Rubicon, la CGT mentionne-t-elle dans son appel du 1^{er} mai « Trump », « l'internationale réactionnaire » et « l'extrême-droite ». Malheureusement pour retourner au silence politique tout le reste du temps, le 1^{er} mai ayant la mauvaise propriété de ne tomber qu'une fois par an.

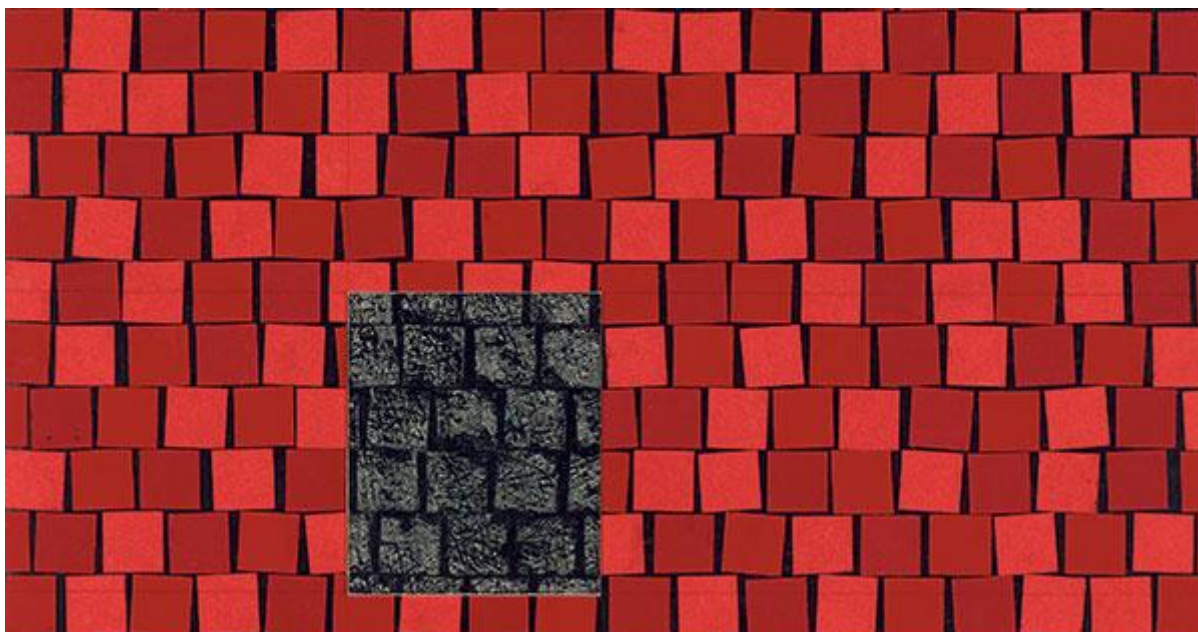
Il n'est pas concevable, dans une période d'une telle dangerosité, qu'une organisation de gauche aussi puissante que la CGT ne se redéfinisse pas, de la plus explicite des manières, comme composante d'un arc anti-fasciste, sinon comme force anti-fasciste tout court — une déclaration qui par-là même signifierait sa disponibilité à œuvrer avec toutes les forces politiques qui se définissent similairement, *quelle que soit leur nature*, y compris partisane.

Deux forces de gauche, la FI et la CGT, ont notre destin politique entre les mains. Si on a de l'énergie pour appeler à « l'union », c'est ici qu'il faut s'y employer — en laissant la Fête à Neuneu aux neuneux. Que cette union-là soit parfaitement hétérogènes aux coordonnées habituelles de « l'union », qu'elle ait à vaincre de fameux obstacles, qu'elle réclame d'inventer de nouvelles pratiques, tout ceci est entendu. Au moins en vaut-elle la peine.

On demande du « gros »

Plus que la peine même : l'urgence. C'est que l'étendue et l'intensité de la menace sont telles que bien d'autres déroutements des fonctionnements organisationnels ordinaires devraient être envisagés. Au moins au titre d'une anticipation. Anticipation, par exemple, de ce que la bourgeoisie sera prête à tout pour empêcher l'arrivée au pouvoir de la gauche, y compris à distordre, voire à piétiner, le processus électoral, pour lequel elle n'a de respect que s'il a du respect pour ses propres intérêts. Jusque dans son coup de force de l'été 2024, le macronisme aura été une répétition générale.

Dans un cas de figure semblable, où le mensonge institutionnel-électoral éclaterait en pleine lumière, il y aurait intérêt à envoyer du « gros ». Alors voyons : qu'avons-nous donc en rayon au magasin du « gros » ? Pas tant de choses que ça en fait. Essentiellement deux.



Lire aussi Sophie Bérout & Jean-Marie Pernot, « [La grève, malgré tous les obstacles](#) », *Le Monde diplomatique*, mars 2020.

Il y a d'abord l'émeute à débordement insurrectionnel, façon Gilets Jaunes ou Nahel, ou toute combinaison convexe des deux. Mais nul n'en connaît le mode d'emploi, ni de déclenchement — si, en face de ses vertus, l'on en mesure aussi les aléas et les périls. Le deuxième article en magasin est bien plus intéressant : il s'appelle « mobilisation de masse du camp du travail ». On n'en connaît pas plus le mode d'emploi ? Ça n'est pas entièrement faux — pas entièrement vrai non plus : par exemple, il y eut un 16 mars 2023, un 49.3 qui portait à ébullition un corps social déjà dégoupillé de colère, et ce jour-là une fenêtre politique, historique, d'appel à la grève générale s'ouvrit. Pour être laissée aux courants d'air.

De toute façon, la question n'est plus là. Contre tous les sociologues réalistes des organisations syndicales, il faut prendre le problème à l'envers : non pas depuis la critique mécanique des « incantations à la grève générale », mais depuis la conjoncture, qui est historique, et le péril sans précédent sous la V^e. C'est de là qu'il faut partir. *C'est cela qui commande* — ce que les organisations ont impérativement à penser. C'est le sentiment du danger qui fait trouver la ressource. Et remuer ciel et terre pour rendre possible ce qui était jugé impossible — mais se trouve être impérieusement vital. Encore faut-il que le sentiment du danger soit éprouvé avec ce qu'il faut de vivacité...

Que le camp du travail s'implique politiquement dans un arc anti-fasciste, ça se plaide syndicalement. Il devrait être assez clair que le fascisme n'est pas exactement son allié. Les lois anti-syndicales les plus cognées viennent très haut dans son agenda : il y aurait là normalement un motif très suffisant pour les confédérations à s'agiter *sérieusement* — ce serait tout de même ballot de se retrouver anéanties juste pour n'avoir pas voulu « faire de politique ».

Au reste, l'argument vaut pour toutes les organisations, indifféremment syndicales et politiques, qui seraient contrariées de se retrouver à rouler pour l'une des composantes de l'arc : ce qui se présente à l'horizon 2027 est suffisamment grave, en fait suffisamment *dangereux*, et *pour tout le monde*. Car les dissolutions et les poursuites politiques, celles mêmes dont le macronisme nous a déjà donné l'avant-goût, tomberaient aussi vite que les lois

anti-syndicales. Ça ne devrait normalement pas être trop demander que d'imaginer les curseurs poussés — pour se convaincre de tout faire afin qu'ils ne le soient pas.

En tout cas, nous savons où nous en sommes à simplement [écouter Retailleau](#) trouver que « *le RN est très à gauche* », pause, « *sur le sujet économique* », combinaison bien faite pour à la fois indiquer en toute généralité son authentique appartenance à la dynamique fasciste du moment, et ce que cette généralité emporte en matière sociale.

Faire voir la connexion des deux combats, politique et syndical, *construire* une *disposition* — à entrer dans une pratique sans doute inhabituelle —, c'est une affaire de ligne, confédérale. Et de discours. Qui reviennent à la direction — puisque, si on lit correctement, c'est la direction qui est en charge de donner la direction. On voudrait beaucoup que la CGT mesure qu'en cette période historique, elle se retrouve chargée, qu'elle le veuille ou non, d'une responsabilité historique. Qui va un peu au-delà d'un premier communiqué « NFP » d'entre-deux tours — ou d'un deuxième, atterrissant, pour en appeler avec le Medef à la « stabilité »... Il est des périodes où le syndicalo-syndicalisme du « partenaire social » n'est simplement plus tenable. Il n'y a plus la gauche syndicale et la gauche partidaire, les luttes ceci et les luttes cela, les revendications et les élections : il y a la gauche et l'extrême-droite.

Frédéric Lordon